



Paris le 13 décembre 2024

Al-Assad est enfin tombé : l'urgence est à soutenir les populations de Syrie

Le régime meurtrier et mafieux du clan Al-Assad est enfin tombé. Depuis un demi-siècle, cette dictature brutale faisait régner la terreur en Syrie. Al-Assad et ses sbires sont responsables de la mort de centaines de milliers de personnes, de torture de masse et d'emprisonnement de milliers d'opposants et d'opposantes à son régime. En réponse au soulèvement populaire syrien, le régime a bombardé y compris avec des gaz de combat et affamé la population avec l'aide des forces armées russes et iraniennes notamment. Solidaires rappelle qu'en France, les responsables d'extrême droite tels que Marine Le Pen ont défendu sans relâche ce dictateur criminel, et que la Fédération syndicale mondiale (FSM) collaborait avec le pouvoir syrien et son "syndicat" d'Etat, la GFTU.

Aujourd'hui, si la chute du tyran soulève un espoir légitime, car elle est un préalable nécessaire au changement, l'avenir demeure sombre, au premier chef pour toutes les minorités dans ce pays et pour les femmes. En particulier, l'État turc profite de la période pour lancer une offensive d'ampleur contre les populations kurdes et l'Administration démocratique autonome du nord et de l'est de la Syrie (Rojava), défendue par les Forces démocratiques syriennes (FDS). La soi-disant "Armée nationale syrienne", au service de la Turquie, multiplie déjà les exactions après avoir jeté sur les routes près de 100 000 kurdes déjà réfugiés d'Afrin et être entrée dans la ville de Manbij, et ce malgré le cessez-le-feu établi sous chaperonnage des États-Unis.

Les menaces qui pèsent sur la population viennent de tous côtés : trafiquants de drogues, groupes islamistes parfois financés par des États, bombardements israéliens, interventions des armées turques, iraniennes et russes. Le pays a été détruit par des années de prédation et de guerre. Il n'existe plus de service public. Des villes entières ont été détruites. L'économie du pays est en ruines.

La communauté internationale, dont la France, a assisté aux massacres perpétrés par le régime avant sa chute sans intervenir. Mais le gouvernement n'a rien de plus pressé désormais que d'annoncer son souhait de refuser les demandes d'asile des Syriens et Syriennes qui par centaines de milliers ont fui l'enfer qu'est devenu ce pays. Solidaires condamne ces déclarations indignes.

Pour l'Union syndicale Solidaires, l'urgence est aujourd'hui à :

- accueillir dignement les exilé-es,
- aider dès à présent les populations de Syrie à reconstruire un État démocratique garantissant les droits humains pour toutes et tous et capable d'assurer la sécurité matérielle ainsi que le progrès social,
- soutenir et participer aux rassemblements de soutien pour le Rojava appelés dans toute la France par les Centre démocratiques Kurdes locaux.